

LES LUTTES SUR LES SALAIRES CONTINUENT ET DOIVENT S'AMPLIFIER

Après un mois de janvier marqué par des luttes multiples, notamment dans l'éducation et le secteur social, et la grève interprofessionnelle du 27 janvier, le mois de février a vu encore d'autres mobilisations naître autour des revendications d'augmentation des salaires (RATP, Chimie..). Dans le même temps, les annonces de bénéfices faramineux des plus fortunés ou des entreprises du CAC40 ont continué : 237 milliards de plus pour les 5 personnes les plus fortunées de France pendant la pandémie...

Et pour l'ensemble de la population ? Pas d'augmentation du SMIC, pas de déblocage dans la fonction publique, et des augmentations très limitées lors des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) dans le secteur privé, tandis que l'inflation s'emballe et que les prix à la consommation augmentent. Le contexte international risque de produire un appauvrissement de la population.

QUELLES REVENDICATIONS ?

La plupart des appels intersyndicaux mettent en avant la revendication de déblocage du prix du point d'indice dans la fonction publique, point dont la valeur n'a pas bougé depuis avril 2017. La revendication peut donc sembler légitime. Cependant l'augmentation du point donne plus à celles et ceux qui ont plus et elle donne moins à celles et ceux qui ont moins.

À titre d'exemple, si on augmentait le point d'indice de 10 %, un salaire de 3000€ passerait à 3300€, soit 300€ d'augmentation ; un salaire de 1500€ passerait à 1650€, soit 150€ d'augmentation. Pour celles et ceux qui gagnent peu, on maintient à peine le pouvoir d'achat, pour les premiers on maintient le pouvoir de dépenser...

Dans une société de très fortes inégalités salariales, la revendication mise la plus en avant par les organisations syndicales la fonction publique concourt en fait à creuser ces écarts salariaux. On peut, bien sûr, imaginer toutes sortes de rattrapages plus ou moins complexes mais pour mener des luttes et être nombreux il est certainement préférable d'avancer des revendications qui concernent tout le monde de manière plus homogène. **C'est pourquoi SOLIDAIRES met depuis longtemps en avant la revendication de +400 € pour toutes et tous.** Elle ne résout pas toutes les contradictions de la distribution inégale des salaires mais elle permet au moins de réduire en proportion les écarts salariaux.

EN GRÈVE LE 17 MARS !

400 € POUR TOUTES ET TOUS

Depuis l'automne, des luttes et des grèves ont fleuri un peu partout dans le pays sur des questions salariales, dans les entreprises du commerce (Leroy Merlin, Décathlon, Labeyrie..), de l'industrie, la chimie (Bergams, Sanofi), le transport (Transdev) à la Sncf. Souvent celles et ceux qui luttent et pour certains luttent toujours expriment leurs revendications en **augmentation uniforme, une même somme pour tous et toutes**. Dans ce cas là, la direction répond toujours par une augmentation en pourcentage. Certainement parce que le patronat veut favoriser la hiérarchie des salaires, certainement aussi que le patronat n'aime pas les revendications qui unifient les salarié.e.s de bas en haut...

Ce mois de mars est marqué par des mobilisations pacifistes, féministes, écologistes et verra aussi plusieurs secteurs professionnels se mobiliser, dans la santé et le social, à l'inspection du travail, dans l'éducation...

Pour les salarié-es, les précaires, celles et ceux qui subissent l'exploitation, ce monde où le capitalisme ronge tout, est invivable et inacceptable. Face à cela, faisons converger ces luttes, où dans lesquelles la question salariale est centrale.

Il faut réévaluer le SMIC de manière significative, augmenter les pensions et les minima sociaux. Avec les associations de chômeurs et précaires, il faut continuer à revendiquer l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage. Cela implique une autre répartition de la richesse produite par le travail.

Pas de salaire, d'allocation chômage ou de pension de retraite en dessous de 1700 € net, +400 € par mois pour toutes et tous, limitation des hauts revenus.

Sur ce dernier point le congrès d'octobre 2021 de SOLIDAIRES a estimé qu'il fallait limiter l'éventail des salaires de 1 à 5. Cinq fois un SMIC à 1 700 € cela devrait être suffisant non ? Surtout quand on sait que ce sont celles et ceux qui ont le plus d'argent qui polluent le plus... (Les 10% les plus riches émettent 48% du CO2 mondial...).

**400 € POUR TOUTES ET TOUS.
TOUTES ET TOUS POUR 400 €.
GRÈVE POUR TOUT LE MONDE LE 17 MARS
10H PLACE DES CARMES**